

L'apprentissage communautaire pour le développement durable

UNESCO Programme d'action global
pour l'Éducation au développement durable



Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 définit des objectifs universels ambitieux pour transformer notre monde, qui visent à équilibrer les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement durable. Pour relever les défis que posent ces objectifs et veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte, il est crucial d'impliquer les communautés locales dans la planification et la gestion du développement durable ainsi que dans la promotion de modes de vie durables. Afin que l'apprentissage réalise son potentiel et contribue pleinement à un Programme qui englobe tous les aspects de notre vie, il doit être considéré comme un processus tout au long de la vie et dans tous les aspects de la vie. Si nous voulons atteindre les 17 objectifs pour le développement durable, il nous faut reconnaître la pertinence de l'éducation communautaire non formelle et de l'apprentissage informel pour les enfants, les jeunes et les adultes, en particulier ceux qui ne sont pas scolarisés ou qui sont issus des secteurs marginalisés ou défavorisés de la société, et encourager cette éducation et cet apprentissage dans tous les pays du monde. La présente *note d'orientation* propose six principes d'action et formule quatre recommandations politiques pour faire progresser l'apprentissage communautaire tout au long de la vie en vue du développement durable. Ces principes et recommandations tirent les leçons du succès de l'apprentissage communautaire pour le développement durable à partir d'études de cas recueillies dans le monde entier.

Les atouts de la communauté pour le développement durable

L'apprentissage communautaire est important pour le développement durable et la citoyenneté active. Il permet aux individus de prendre des mesures directes et pratiques pour relever les défis auxquels ils sont confrontés dans un monde en évolution rapide et un contexte de mondialisation croissante. Il les aide également à acquérir de nouvelles connaissances et compétences afin d'améliorer leur vie de manière durable, par exemple en recourant à une agriculture et à une pêche plus respectueuses de l'environnement ou en travaillant pour remédier aux inégalités sociales et économiques. L'apprentissage permet à chacun de prendre des décisions éclairées, qui peuvent conduire à des actions de transformation. En s'appropriant davantage l'avenir de leur communauté, les individus sont en mesure, grâce à l'apprentissage, de participer au développement de leurs propres communautés locales, tout en

répondant aux enjeux mondiaux. Une approche communautaire locale de l'apprentissage tout au long de la vie en vue du développement durable les aide à réidentifier, réévaluer et développer davantage les connaissances locales et autochtones, fondées sur une sagesse traditionnelle qui reste d'actualité, bien qu'elle soit souvent négligée. L'apprentissage communautaire en vue du développement durable peut être l'occasion de se réapproprier les connaissances et la sagesse locales et autochtones, et d'en réévaluer la contribution.

Le rôle des centres communautaires d'apprentissage

Les espaces, centres et réseaux communautaires d'apprentissage (ci-après dénommés « centres communautaires d'apprentissage » ou « CCA »), actifs dans différentes cultures et sociétés, jouent un rôle fondamental pour élargir l'accès des adultes,

des jeunes et des enfants à l'apprentissage tout au long de la vie. Des personnes de tout âge et de toute origine culturelle, économique, sociale et ethnique, participent avec profit aux activités d'apprentissage organisées par ou dans les CCA. Bien qu'il existe des différences d'une culture à l'autre, les caractéristiques communes des CCA sont les suivantes : (1) un degré élevé d'appropriation collective, (2) une offre éducative diversifiée et (3) des frais minimes de participation aux activités éducatives (UIL, 2014).

En 2009, lors de la Sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes, organisée par l'UNESCO, les représentants des gouvernements et de la société civile, ainsi que les communautés académiques et professionnelles s'étaient engagées à créer des centres communautaires d'apprentissage et à promouvoir la participation à tout l'éventail des programmes d'apprentissage et d'éducation pour adultes. Cet engagement a été réitéré dans la *Recommandation de 2015 sur l'apprentissage et l'éducation des adultes* (UIL, 2016) et figure comme l'un des cinq domaines d'action prioritaires du Programme d'action global de l'UNESCO pour l'éducation en vue du développement durable (UNESCO, 2015).

En 2014, à Okayama, la Conférence internationale des CCA-*kominkan* sur l'éducation en vue du développement durable a reconnu que l'apprentissage communautaire contribue à la création de sociétés pérennes de la manière suivante :

1. En tant que « lieu » permettant de faire progresser le développement durable, en encourageant la participation, l'apprentissage, l'action, la création et l'empathie ;
2. En tant que pont entre les éducations formelle, non formelle et informelle ;
3. En tant que prestataire d'une éducation inclusive et souple pour les personnes socialement marginalisées ;
4. En tant que facilitateur d'un apprentissage pertinent et réceptif ;
5. En tant que catalyseur d'un apprentissage novateur et efficace ;
6. En tant que créateur de connaissances intergénérationnelles et multidisciplinaires et de diversité culturelle, contribuant ainsi à l'inclusion sociale ;
7. En tant que facteur de développement des capacités des professionnels de l'éducation dans les communautés ;
8. En tant que plaque tournante pour engager et autonomiser les individus en les encourageant à moins penser et agir pour eux-mêmes, et à travailler davantage pour le bénéfice de la communauté dans son ensemble.

La proximité des lieux d'apprentissage communautaires du domicile ou du lieu de travail constitue un autre facteur clé pour que les apprenants participent de manière soutenue à l'apprentissage et à l'éducation. Pour de nombreux apprenants, la distance ou l'inaccessibilité des lieux de formation peut être un obstacle insurmontable. Bien que de nombreux CCA n'organisent qu'un nombre limité de cours – formations en alphabétisation de base, programmes d'équivalence, cours pour acquérir des compétences utiles dans la vie courante, formations à des activités génératrices de revenus –, les centres de certaines communautés soutiennent tout un éventail d'activités de cohésion sociale et de développement durable. En Indonésie, par exemple, plus de 10 000 CCA mettent en œuvre l'éducation pour le développement durable (EDD) grâce à un programme de développement des compétences qui exploite les matériaux et activités disponibles localement pour préparer les citoyens aux catastrophes naturelles et prévenir celles-ci. Le gouvernement indonésien, tout en reconnaissant que les centres doivent être gérés « depuis, par et pour la communauté », soutient leur travail par des réglementations, des financements et des partenariats. Ces interventions sont non seulement importantes d'un point de vue pratique, mais elles apportent également une reconnaissance officielle au rôle des CCA en tant qu'institutions majeures du système éducatif, comme de la gestion et de la protection de l'environnement (UIL, 2014 ; NILE et UIL, 2017). C'est grâce à un tel soutien que les CCA peuvent contribuer à créer les bases d'une société apprenante, définie par l'inclusion sociale, la citoyenneté active et le développement personnel.

Six principes d'action

S'il importe de souligner les liens qu'entretiennent la pratique de l'apprentissage communautaire et les politiques publiques nationales et locales, il est encore plus important de reconnaître que toutes deux doivent être guidées par une vision commune de l'EDD (les deux premiers cercles de la *Figure 1*). Les programmes relatifs à l'apprentissage et au développement organisés par les CCA selon les principes d'action décrits ci-dessous répondent à la fois aux besoins et aux contextes locaux. Ces six principes d'action (troisième cercle de la *Figure 1*) n'existent pas indépendamment les uns des autres, mais ils se renforcent mutuellement et sont plus efficaces lorsqu'ils sont appliqués de manière intégrée.

Figure 1 : Six principes d'action pour une vision partagée de l'éducation en vue du développement durable



1) Être réceptif : Les prestataires d'apprentissage communautaire sont souvent en première ligne pour répondre aux nouveaux enjeux auxquels les communautés locales sont confrontées. Ils peuvent ainsi cibler l'EDD sur le problème environnemental qui concerne spécifiquement la communauté. Toutefois, cette réactivité aux enjeux spécifiques n'est que le point de départ de l'apprentissage. L'EDD joue un rôle plus fondamental pour permettre aux apprenants d'approfondir leur compréhension des causes et des effets, par nature complexes et imbriqués, comme d'élaborer une réponse appropriée. L'éducation qui répond seulement aux symptômes peut être décrite comme réactive, tandis que celle qui tente d'établir des liens et de trouver des solutions plus globales et exhaustives peut être considérée comme *réceptive*.

(2) Collaborer : L'EDD communautaire admet que la nature complexe des enjeux exige de collaborer avec différents systèmes de connaissances et disciplines pour identifier des solutions exhaustives, sur le long terme. Aborder ces différentes approches de manière productive nécessite de mener un partenariat actif avec divers acteurs, au sein des communautés locales comme hors d'elles. En retour, cela exige de reconnaître qu'il y aura souvent plus d'un point de vue impliqué. Permettre à plusieurs secteurs, générations et cultures d'apporter leurs propres savoirs et méthodes d'apprentissage est essentiel pour trouver des solutions durables. Cela peut impliquer de reconnaître et de définir en quoi l'éducation et l'apprentissage formels, non formels et informels contribuent à l'élaboration d'un avenir durable. Cela

implique également pour les CCA de s'engager auprès des groupes socialement marginalisés ou minoritaires, et d'autonomiser leurs membres, en leur proposant des activités éducatives et des espaces pour apprendre avec les représentants de la communauté locale.

(3) Donner des capacités : Cette approche globale de l'apprentissage, fondée sur le partenariat, nécessite de renforcer de manière continue les capacités des communautés locales comme des institutions qui mettent en œuvre l'apprentissage communautaire. Elle répond au contexte dynamique du changement auquel les communautés sont souvent directement confrontées. Dans ce contexte reconnu comme étant en évolution rapide, nous devons repenser notre conception de l'alphabétisation de base, en commençant par la politique linguistique. Selon l'éducation formelle, cette politique limite souvent la capacité des peuples autochtones à apprendre et à partager leurs propres récits de vie. Si la lecture, l'écriture et l'arithmétique seront toujours essentiels, de nouvelles connaissances et compétences, telles que l'utilisation de la technologie, gagneront en importance dans la plupart des contextes. La compétence de base la plus importante restera toutefois la capacité des individus et des institutions à apprendre en permanence.

(4) Intégrer : Pour les organisations facilitant l'apprentissage communautaire, répondre simplement aux problèmes en dialoguant avec l'ensemble des générations, des secteurs ou des disciplines ne suffit pas. L'approche de l'EDD doit être intégrée à tous les aspects de l'éducation et du travail. Plus qu'un simple sujet d'étude, l'EDD est une autre façon d'apprendre et de vivre, qui reconnaît la complexité et l'interdépendance des enjeux et la nécessité de travailler ensemble, non seulement pour répondre à des questions spécifiques, mais également pour contribuer à élaborer une vision d'un avenir équitable et durable. Cela commence par intégrer une nouvelle façon de penser, d'apprendre et de travailler ensemble au sein des institutions qui facilitent l'EDD.

(5) Durer : Les prestataires d'apprentissage communautaire doivent survivre et prospérer afin que le processus de changement à long terme du développement durable puisse porter ses fruits. Cependant, il ne suffit pas que les seuls projets ou institutions soient durables : les communautés qui abritent ces institutions doivent l'être également. Elles ont à la fois des besoins matériels, tels qu'une infrastructure physique ou des ressources humaines et financières, et des besoins moins tangibles, comme par exemple les relations et les propriétés spirituelles que certaines communautés attribuent à la nature, besoins qui doivent être pris en charge.

(6) Transformer : Pour les prestataires d'apprentissage communautaire, l'EDD pose non seulement la question de changer notre façon d'apprendre ou de vivre, mais également de transformer de fond en comble les systèmes sociaux, économiques, politiques et culturels qui ont contribué à créer les problèmes auxquels ce programme tente de répondre. D'une part, cette transformation nous conduira à adopter de nouvelles méthodes d'enseignement et d'apprentissage rendues possible par les nouvelles technologies ; d'autre part, elle nous amènera à changer notre façon de travailler.

Recommandations politiques

Afin de garantir le succès de l'apprentissage communautaire tout au long de la vie en vue du développement durable, les gouvernements national et local doivent encourager ces six principes d'action interdépendants par une politique de soutien continu. Des exemples réussis d'apprentissage communautaire en vue de l'EDD indiquent que certains mécanismes de soutien sont particulièrement utiles :

1. Fournir des ressources dédiées à l'apprentissage communautaire, notamment des ressources matérielles, humaines et d'infrastructure, ainsi que des ressources financières. Les CCA stables sur le long terme sont souvent soutenus par des orientations de politiques publiques. Celles de la République de Corée et de la Thaïlande, par exemple, mobilisent et allouent efficacement des ressources à des organisations communautaires locales (NILE et UIL, 2017 ; UNESCO, 2014). Cependant, les ressources publiques disponibles pour l'éducation, et plus particulièrement pour l'éducation communautaire non formelle, sont de plus en plus réduites. Aussi la seconde recommandation politique est-elle essentielle pour élargir leur contribution.

2. Créer des mécanismes pour renforcer les partenariats et le réseautage qui facilitent le partage des ressources disponibles et de l'apprentissage mutuel entre les institutions et les personnes travaillant pour le groupe cible des participants. Si les partenariats entre des institutions similaires – organisations de la société civile, groupes communautaires – sont courants, les gouvernements peuvent favoriser des rapprochements entre des partenaires non traditionnels, tels que les universités et les groupes communautaires, les organismes de recherche et les agences non gouvernementales, ainsi qu'avec le secteur privé.

3. Renforcer les capacités existantes pour garantir les qualifications et la formation du personnel et des bénévoles. Bien que l'apprentissage soit souvent perçu comme devant être fourni aux membres des communautés locales, un certain nombre d'études de cas (UIL, 2014 ; UNESCO, 2015) indiquent qu'il est nécessaire de renforcer les capacités des décideurs, des organismes communautaires et des professionnels de l'éducation au sein de la communauté ainsi que des praticiens pour que les CCA soient bien gérés. Les gouvernements doivent continuer à soutenir ces cours et ateliers de formation afin de faciliter l'apprentissage collégial et le développement de nouvelles connaissances et compétences. Lorsque les ressources sont partagées équitablement, le dévouement et la qualité du travail des personnes qui travaillent pour les CCA encouragent souvent les apprenants à poursuivre leur formation.

4. Soutenir l'élaboration de nouveaux contenus. Cette recommandation concerne le soutien apporté par les pouvoirs publics aux organismes communautaires pour les aider à identifier les questions ou points d'entrée pertinents de leur collaboration et à élaborer des activités d'apprentissage et d'enseignement adaptées et de haute qualité. Bien que le problème immédiat rencontré, qu'il s'agisse de la pauvreté, de la pollution, du VIH/SIDA ou d'un conflit, fournisse les premiers éléments de réflexion, les membres de la communauté établissent souvent des liens entre ces préoccupations évidentes et d'autres questions de développement durable connexes qui peuvent être présentes au sein des communautés. Ainsi, pour soutenir le développement de contenus d'enseignement et d'apprentissage pertinents au niveau local, les gouvernements brésilien et japonais (UIL, 2014) ont notamment documenté les bonnes pratiques et les solutions, avant de les partager par différents moyens et médias – conférences, magazines papiers ou en ligne, portails en ligne.

Les principes d'action et les mécanismes de soutien public, décrits dans la présente *note d'orientation*, forment un guide pratique pour transformer l'éducation et la société, afin de bâtir un avenir durable. Il reste toutefois à déterminer comment les politiques publiques peuvent soutenir les CCA en appliquant ces principes d'action dans une approche holistique et intégrée. Alors que les enjeux du développement durable sont mondiaux, des solutions adaptées localement doivent être les principaux moteurs de toute réponse cohérente et rationnelle. Soutenir et autonomiser les CCA nous permettra de relever ces défis et de tirer le meilleur parti de l'apprentissage tout au long de la vie, en élaborant des solutions durables au niveau local.

Publié en 2017

© Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie

L'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL) consacre l'essentiel de ses activités à la recherche, au renforcement des capacités, à la mise en réseaux et à la publication. Il concentre son action sur l'éducation des adultes et la formation continue, ainsi que sur l'alphabétisation et l'éducation de base non formelle dans la perspective d'un apprentissage tout au long de la vie.

Ses publications constituent de précieuses ressources pour les chercheurs en éducation, planificateurs, concepteurs de politiques et praticiens: <http://uil.unesco.org/fr>



Les principes d'action et les recommandations politiques présentés ici sont adaptés de *Communautés en action – Apprendre tout au long de la vie pour le développement durable* (UIL, 2015) de Fumiko Noguchi, Jose Roberto Guevara et Rika Yorozu. *Communautés en action* a été publié comme un manuel pour mettre en œuvre la *Résolution d'Okayama 2014 : promouvoir l'EDD au-delà de la DEDD à travers l'apprentissage communautaire (2005-2014)*. La *Résolution d'Okayama* insiste sur les importantes contributions de l'apprentissage communautaire au cours de la Décennie des Nations unies pour l'éducation au développement durable (DEDD) et identifie les engagements à prendre pour développer davantage la pratique de l'éducation au développement durable. L'ouvrage présente enfin les pratiques communautaires d'éducation au développement durable et des études de cas de politiques dans différentes régions du monde.

References

- NILE (*National Institute for Lifelong Education*, Institut national pour l'éducation tout au long de la vie) et UIL (*UNESCO Institute for Lifelong Learning*, Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie). 2017. *Synthesis Report on the State of Community Learning Centres in Six Asian Countries: Bangladesh, Indonesia, Mongolia, Republic of Korea, Thailand and Viet Nam*. (Rapport de synthèse sur l'état des centres communautaires d'apprentissage dans six pays d'Asie : Bangladesh, Indonésie, Mongolie, République de Corée, Thaïlande et Vietnam). (à paraître)
- Noguchi, F., Guevara, J.R. et Yorozu, R. 2015. *Communities in Action: Lifelong Learning for Sustainable Development (Communautés en action – Apprendre tout au long de la vie pour le développement durable)*. Hambourg, UIL. Disponible en anglais à : <http://bit.ly/1NxGncP>.
- UIL. 2014. *L'importance de la communauté : réaliser les potentiels d'apprentissage des jeunes*. Note d'orientation de l'UIL n° 4. Hambourg, UIL. Disponible à : <http://bit.ly/1rndgMf>
- UIL. 2016. *Recommandation sur l'apprentissage et l'éducation des adultes*. Hambourg, UIL. Disponible à : <http://bit.ly/2n3bleq>
- UNESCO. 2014. Feuille de route de l'UNESCO pour la mise en oeuvre du Programme d'action globale pour l'éducation en vue du développement durable. Paris, UNESCO. Disponible à : <http://bit.ly/2n8Vbr5>
- UNESCO. 2015. Base de données sur les centres d'apprentissage communautaires, CLCPedia. Portail en ligne (en anglais) : <http://clcpedia.net/index.php>.
- UNESCO. 2016. *Community-Based Lifelong Learning and Adult Education: Role of Community Learning Centres as Facilitators of Lifelong Learning (Éducation des adultes et apprentissage communautaires tout au long de la vie : le rôle des centres communautaires d'apprentissage comme facilitateurs de l'apprentissage tout au long de la vie)*. Paris, UNESCO. Disponible en anglais à : <http://bit.ly/2kVd3kAf>.